



DISSOLUTION DU CCIF

Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, a annoncé que le Conseil des ministres avait officiellement dissous le CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France) considérant que le CCIF « conduit avec constance une action de propagande islamiste ». L'association avait quelques jours auparavant annoncé publiquement son « auto-dissolution » pour éviter la dissolution gouvernementale, en vain.

BREXIT

Le 24 décembre 2020, L'Union européenne et le Royaume-Uni ont conclu un accord de commerce et de coopération entrant en vigueur le 1er janvier 2021. Après plus de quatre ans de négociations qui ont suivi le référendum organisé sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union en 2016, le Royaume-Uni aura finalement quitté l'UE le 30 décembre 2020. Cela a pour conséquences notamment la fin de la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux entre le RU et l'UE. Le pays s'est également retiré de tous les accords internationaux conclus par l'Union. (comme par exemple Erasmus).

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'ADOPTION

Les députés ont voté en première lecture la nuit du 4 décembre une proposition de loi relative à l'adoption. Cette proposition de loi contient comme mesure phare la possibilité pour les couples non mariés d'avoir recours à l'adoption. La proposition de loi abaisse également l'âge pour adopter, et la durée de vie commune obligatoire.

- Le couscous rentre au patrimoine immatériel de l'UNESCO. Depuis 2016, plusieurs pays revendiquent la paternité du plat. Finalement le dossier « savoirs, savoir-faire et pratiques liés à la production et à la consommation du couscous » a été porté conjointement par l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Le couscous rejoint ainsi la liste des nombreuses spécialités gustatives inscrites à l'Unesco, comprenant entre autres le kimchi coréen et la pizza napolitaine.
- Un tronçon d'escalier d'origine de la Tour Eiffel a été adjugé pour 274 000 euros chez Artcurial. Estimé au départ entre 30 et 40 000 euros, cet escalier de près de trois mètres et composé de 14 marches a donc atteint presque dix fois son estimation basse.
- Maître Henri Leclerc, avocat pénaliste et président d'honneur de la ligue des Droits de l'Homme, quitte le barreau après 65 ans au service de la justice. Il aura notamment défendu certaines personnalités comme le journal Libération, mais aussi Dominique de Villepin et Dominique Strauss-Kahn.
- L'Argentine légalise l'avortement deux ans après un premier rejet des parlementaires. Le pays est très divisé sur la question avec environ 38 000 femmes hospitalisées par an pour complications lors d'avortements clandestins. L'Argentine rejoint ainsi Cuba, l'Uruguay, la Guyane (ainsi que la ville de Mexico), seuls pays à autoriser l'IVG sans condition en Amérique latine.
- Afin de lutter contre les impayés de pensions alimentaires (qui touchent environ 350 000 familles chaque année), la CAF (caisse d'allocations familiales) garantira en 2021 le versement des pensions alimentaires grâce à un renforcement de son rôle d'intermédiaire entre les ex-conjoints.
- Le bitcoin, en perpétuel augmentation depuis 2020, dépasse les 35 000 dollars pour la première fois de son histoire. Néanmoins cette cryptomonnaie, la première mise sur le marché, reste une valeur très volatile en raison de sa décentralisation et de son indépendance vis-à-vis des banques centrales.
- Le service streaming de Disney a dépassé les prévisions de la compagnie avec plus 86 millions d'abonnés depuis sa création, il y a un an. Ainsi Disney+ va étendre ses services en 2021 à l'Inde, Hongkong, la Corée du Sud et l'Europe de l'Est.
- Le livre du mois : La Familia grande de Camille Kouchner. Dans ce livre révélation, l'auteur, fille de Bernard Kouchner, accuse son beau-père Olivier Duhamel, d'abus sexuels sur son frère jumeau lorsqu'il était mineur. Camille Kouchner brise ainsi le silence douloureux provoqué par le tabou de l'inceste. A la suite de la publication du livre, Olivier Duhamel démissionne de tous ses postes, notamment de la présidence de la FNSP (Fondation Nationale des Sciences Politiques).